

Bordeaux, le 23 mai 2022,

Madame la Présidente,

Ce CTL se tient dans une période extrêmement particulière, dans un contexte international particulièrement anxiogène suite à l'invasion russe en Ukraine, conflit armé au cours duquel les populations sont poussées à l'exil, pour échapper aux frappes meurtrières et aux crimes de guerre. Au niveau national, les élections présidentielles ont connu une abstention inégalée depuis 2002 et ont permis une nouvelle fois au Rassemblement National d'être présent au 2^e tour.

Depuis des années, Solidaires Finances Publiques alerte sur la dégradation de la situation économique et sociale de notre pays : celle des salariés, celle des fonctionnaires et des agentes et agents de la DGFIP. Depuis des années, nous prévenons que la paupérisation du service public génère des inégalités et alimente un sentiment croissant d'abandon. Dans ce contexte bousculé par les résultats électoraux, Solidaires Finances Publiques rappelle notre attachement à un État démocratique et républicain.

Ces premiers propos liminaires ne doivent pas laisser penser que nous nous sommes éloignés de nos sujets professionnels. Bien au contraire, car la fracture nationale qui se dessine, la guerre à la porte de l'Europe sont lourdes de conséquences pour notre administration, pour les agentes et les agents, pour nos usagers et usagères.

Les ressentiments sociaux, la peur du lendemain, la flambée des prix sont des facteurs qui viennent, jour après jour, peser sur le quotidien de toutes et tous, sur le quotidien des services de la DGFIP. L'inflation ne cesse de progresser, les étiquettes s'affolent pour l'ensemble des biens de consommation, en particulier ceux qui nous sont indispensables pour vivre : énergie, pétrole, alimentation et loyers...

Cela fait des mois que cette situation perdure, rendant de plus en plus difficiles les fins de mois, qui commencent de plus en plus tôt après le versement de la paie, pour la majorité des salarié.es, des jeunes, des retraité.es et des plus précaires. Et depuis des mois, la question du pouvoir d'achat, et celle des salaires et des pensions sont devenues la principale préoccupation du plus grand nombre.

À la DGFIP également, la question du pouvoir d'achat devient de plus en plus prégnante pour les personnels qui, comme tous les fonctionnaires, ont perdu 20 % de pouvoir d'achat en une vingtaine d'années.

Face à la grogne et au mécontentement sur cette question, les réponses sont toujours les mêmes : une prime par-ci, une baisse ou suppression d'impôts par-là, une autre prime... ressemblant plus à des rustines qu'à une véritable politique permettant d'accroître le niveau de vie global de toutes et tous de façon pérenne, et jamais de vision fiscale d'ensemble.

Ces éléments de contexte nous conduisent à réaffirmer qu'il y a urgence sociale :

- à changer de politiques en matière de service public et à arrêter les réformes incessantes qui cassent notre service public et éloignent nos concitoyennes et concitoyens les plus fragiles ;



- à obtenir des moyens supplémentaires tant en emplois qu'en budget pour assurer pleinement et entièrement l'ensemble de nos missions et à faire cesser toutes les privatisations et externalisations ;
- à obtenir une revalorisation significative et pérenne des rémunérations et des pensions, mais également des indemnités de déplacements et autres frais de missions ;
- à condamner et combattre la précarisation rampante de l'emploi public par le recrutement par voie de contractualisation.

Pour en revenir à l'un des sujets de ce CTL Bilans, l'un d'entre eux concerne les formations.

Nous saluons tout d'abord l'effort entrepris pour développer l'offre de sessions en local.

Solidaires Finances Publiques revendique que les formations soient réalisées en présentiel avec des formateurs présents dans la salle. Nous demandons que les formations soient organisées de cette façon pour tous les agents qui ont la possibilité de se déplacer et d'y participer. C'est la meilleure méthode pour réussir une formation.

Néanmoins, nous avons constaté de par les échanges avec les collègues que certaines formations techniques liées à l'informatique pouvaient se décliner avec succès également en distanciel, afin que les agents puissent tous bénéficier d'une formation pour remplir leurs missions, et ne pas être exclus du dispositif.

Les entreprises retenues pour leurs offres de formations informatiques proposent de plus en plus de stages entièrement à distance, en général au même tarif que les stages en présentiel.

Pour Solidaires Finances Publiques, il y aurait 3 intérêts à cela pour les collègues qui rencontrent des difficultés à partir en formation :

- permettre aux agents ayant des contraintes familiales, étant chargés de famille ou aidants familiaux de s'inscrire plus facilement aux stages, en particulier quand ce sont des stages de 3 jours ou plus,
- permettre aux agents de santé fragile de continuer à se former, sans prendre de risques ni s'autocensurer dans leurs demandes,
- permettre à tous les agents d'économiser les frais restants à charge sur l'hébergement, les indemnités remboursées n'étant toujours pas à la hauteur des frais réellement engagés.

L'expérience « OpenClassRooms » qui est encore en test à l'ESI de Bordeaux depuis le 1^{er} mars jusqu'au 15 juin prochain pourrait représenter un complément à généraliser à tous les sites de la DISI Sud-Ouest. Mais à la condition expresse : l'administration doit mettre à la disposition des agents du matériel complémentaire pour les suivre (ordinateur portable multimédia, ou casque audio avec microphone...), afin de ne pas discriminer les collègues qui ne possèdent pas l'équipement requis à titre personnel.

Nous interviendrons sur les autres sujets lorsqu'ils seront abordés dans l'ordre du jour.

Les élu-e-s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

